

*République Centrafricaine
Unité-Dignité-Travail*



UNION NATIONALE POUR LA
DEMOCRATIE ET LE PROGRES

*Unir, bâtir, de l'Est à l'Ouest, du Nord
au Sud,
Nous sommes tous Frères et Sœurs*

**La République Centrafricaine comme je la vois :
Moi, Amine Michel : ce qui me fait courir ?**

Peuple Centrafricain,
Chers Concitoyens,

Vous avez été nombreux à lire et à réagir à mes nombreux messages ces derniers temps sur l'état de notre nation en péril, et surtout à vous poser des questions sur mes réelles intentions : Amine veut-il le pouvoir ? Amine veut-il partager le « gâteau national » ? Qu'est-ce qui le fait courir ?

Ces questions me sont parvenues de plusieurs manières, en prenant par des voies différentes, partant des réactions sur les réseaux sociaux aux « indiques » proprement envoyés pour me sonder sur mes « intentions ».

Je suis aussi conscient de l'inconfort de nos gouvernants actuels, et je les vois venir. Avec ces derniers, nous, à l'UNDP, ne sommes pas en état de guerre, nous jouons uniquement notre rôle de parti d'opposition au pouvoir en place.

Mais il me semble important de faire la mise au point qui suit, afin non seulement d'instruire notre peuple sur la réalité du pouvoir en Centrafrique, mais aussi d'attirer l'attention, une fois de plus, du gouvernement Touadéra sur le sérieux que constitue l'exercice du pouvoir dans un pays meurtri et fortement appauvri comme le nôtre.

Il est important de le savoir, et d'en prendre conscience, que la Centrafrique est un pays difficile, qui demande une intelligence assise, donc pragmatique, appuyée certainement d'inspiration divine et d'hommes capables, pour réussir à le relever et réussir son développement.

Les défis sont nombreux et divers et ne constituent plus en réalité qu'une vérité de polichinelle. L'argent fait défaut dans ce vaste et riche pays. Un véritable contraste qui fait mal. Sa population peu nombreuse, certes, est indigente et elle manque de tout. Je peux ici citer quelques exemples des réalités que vous connaissez chers Centrafricains, puisque vous les vivez au jour le jour partout dans le pays. Qu'est-ce qui peut attirer dans un pays dont l'avenir obscurci par des pratiques d'une politique minable sans aucune vision de

développement ? Considérons un pays qui n'a pas un système scolaire clair et dont les simples écoles de base y sont plutôt rares, face à un gouvernement qui n'en fait pas cas. Considérons l'état de santé d'une population qui ne peut pas se soigner par manque du moindre centre de santé de base pour l'accueillir dans le village. Considérons l'état dans lequel, même les plus riches en attente d'évacuation sanitaire, meurent avant d'avoir reçu un seul papier de voyage, par manque d'une structure sanitaire acceptable qui essaierait de les maintenir tant soit peu en vie, dans cette attente. Imaginons le peu de centres de santé qui existent et qui manquent de tout. Cherchons à comprendre ce qui se passe dans un pays à terre fertile comme le nôtre, pour que la famine continue de ravager de nombreuses populations, induisant un taux de mortalité infantile parmi les plus élevées au monde. Voyons à quoi ressemble l'économie d'un pays ravagé par la guerre et « dirigé » par des groupes armés qui y font la loi face à un pouvoir moribond qui ne fait rien pour en finir avec de tels sorciers. Considérons que notre pays soit parmi les cinq pays les plus pauvres de notre planète, dont les infrastructures routières sont quasi inexistantes, où l'eau potable se fait plus rare que l'or, avec un système d'électrification des plus minables. Tenons-nous-en à ceci uniquement et voyons combien les Centrafricains ne vivent que par la grâce de Dieu.

Oui, les Centrafricains vivent par la grâce. Encore que le niveau de vie bas entraîne une espérance de vie parmi les plus faibles de la terre. Les Centrafricains meurent vite. Le pays manque de tout. Les fonctionnaires sont mal payés et les arriérés de salaires forment une masse financière, qui à elle seule, ferait fuir toute prétention à prendre le pouvoir dans un tel contexte. Et quand la situation sécuritaire la plus inquiétante vient s'ajouter à cette litanie de nos misères, aucun être simple et honnête ne se ferait jamais à l'idée de vouloir diriger un tel pays. Il faut s'armer de courage et de ténacité pour y arriver.

Le plus effrayant c'est lorsqu'on a devant soi une armée dépourvue de tout, et en nombre insuffisant, composés de soldats sans soldes consistantes, sans matériels de niveau ; une police affaiblie par la pauvreté, sans juste rémunération et dont certains sont parfois poussés malgré eux à la corruption et à la mendicité. En laissant notre police à son sort, le pouvoir ne se gêne pas de banaliser par ce fait son rôle de force de l'ordre dans une nation pourrit par le désordre, situation qui la fait fuir face à son rôle de gardienne de la paix dans un pays où tout est guerre, agression et insécurité. Notre police comme notre armée ont besoin de notre appui. J'y reviendrai.

Nous ne parlerons pas de certains de « nos » ministres dont on entend chanter au village que c'est Dieu qui les a ainsi élevés en les nommant au rang de ministres. Jamais on ne s'interroge sur leur niveau de compétences et sur leurs capacités à aider notre pays à s'en sortir. C'est quoi au juste, un ministre de l'urbanisme qui n'a à peine qu'un certificat d'aptitude élémentaire et qui n'a aucune idée d'un plan d'urbanisme dans un pays que la guerre a presque tout balayé et dont les défis de construction sont les plus nombreux ? Que dire des députés qui ne participent pas au débat politique et ne prennent jamais part à une seule discussion à l'hémicycle, parce que sans formation, sans aucun niveau scolaire et dont certains ne comprennent même pas la langue de travail qu'est le français et pour lesquels il faut tout le temps traduire dans leur langue maternelle pour qu'ils y comprennent la moindre chose ?

Chers concitoyens,

Vouloir le pouvoir est une chose. L'exercer avec succès en est une autre. Un pays fortement endetté comme la RCA ferait peur à tout aventurier en politique. Mais lorsqu'on n'a pas le

souci du peuple, lorsqu'on a aucune idée des défis politiques, économiques et sociaux dans un pays tombé si bas comme la Centrafrique aujourd'hui, l'aventure politique ne peut être qu'un échec lamentable. Et c'est cela qui se vit aujourd'hui avec Mr Touadéra arrivé à la tête de notre pays comme par hasard, ayant exercé au paravent sous la bannière du « chef du village » comme serviteur d'intérêts privés, dont la réflexion politique ne s'est jamais portée que sur les détails de famille. Devenu président « à son tour », on ne serait pas étonné qu'il continue dans la même lancée de la gestion de la case, en nommant la famille à gauche, la belle-famille à droite, des gens qui n'avaient jamais rêvés de politique et qui se retrouvent du jour au lendemain avec des fardeaux politiques dont ils n'ont aucune idée du poids réel, et pour lesquels ils n'avaient jamais été préparés. Avec ça, qui s'attendrait honnêtement à une sortie de crise pour notre pays ?

Le peuple centrafricain est témoin que ceux qui courent après le pouvoir dans ce pays, c'est ceux qui n'ont jamais fait leur preuve quand ils étaient aux affaires, ce sont d'anciens ministres et d'anciens premiers ministres, qui ont vu ce pays sombrer sous leurs pieds, sans qu'ils n'aient lever le petit doigt pour empêcher notre chute. C'est eux, qui aujourd'hui prétendent vouloir le sauver. On comprend plutôt bien leurs intentions de reprendre les choses là où ils les ont laissées à l'époque, un peu comme on trouverait la vache grâce après un passage à vide, la bouche, qui ayant une fois tété, n'oubliera pas le goût du lait. Ce sont ceux-là qui sont prêts à partager le « gâteau national » et pas nous. Ces miettes qui nous restent quand le pays a essayé d'honorer un morceau minable de ses volumineuses dettes auprès des institutions financières ; petits restes que l'on ferait mieux d'investir sur le peu de projets possibles, pour rendre tant soit peu visible une volonté de gagner et de faire gagner tout un peuple qui attend, c'est ces « miettes » que ces derniers se bousculent à partager, entre eux !

Nous sommes désormais conscients, et le peuple centrafricain peut le témoigner, que le pouvoir Touadéra ne peut rien apporter à notre pays, surtout pas avec sa clique de pouvoiristes et de consommateurs des biens de la nation. Lorsqu'on prétend exercer un pouvoir dont on ne s'en fait qu'une idée vague, on ne peut s'attendre à aucun succès, à aucune action concrète de quelque nature que ce soit. Je mets ici au défi qui le veut, de continuer de faire confiance à ce groupe d'insoucians au pouvoir à Bangui, et ce, sur les dix prochaines années à venir, s'il en sortira quelque chose de bien pour notre pays.

Et pourtant la solution est simple. Il suffirait de faire un tri intelligent parmi les centrafricains qui ont du niveau et de la volonté de réussir, quel que soit leur origine, quel que soit leur religion, pour composer un gouvernement responsable et épris d'idées de succès et de service, puis de doter un tel gouvernement d'un plan de sortie de crise pour notre nation, accompagné d'un plan de développement assorti de chronogrammes d'actions claires dans chaque secteur de gouvernance, pour que le pays voit enfin une lueur au bout de son obscur tunnel actuel.

Le gouvernement Touadéra se bat dans cette obscurité et refuse d'avancer vers la lumière du jour. Un remaniement ministériel de haut niveau est une obligation de sortie de crise. Un plan de travail construit mettra les centrafricains au travail productif. Des hommes et de femmes de grandes capacités ne manquent pas à notre pays qui peut en tirer profit pour se mettre sur la voie de son développement. Des personnalités reconnues et prêtes à servir sont disponibles, même si le pouvoir actuel a peur d'elles sous le fallacieux prétexte de préserver sa survie, comme ce fut le cas récemment avec la manipulation éhontée par Mr

Touadéra de la liste des membres de la Commission chargée des enquêtes judiciaires de crime de guerre dans notre pays.

On comprend bien que cela ne suffit pas d'avoir enseigné dans une université pour prétendre travailler en politique pour un pays comme le nôtre, surtout lorsqu'on s'entoure d'« enfants du village », d'incompétents sortis du nul pour prétendre exercer un pouvoir dont ils n'ont aucune idée. On ne s'étonne pas que le pouvoir actuel nous noie, en nous perdant beaucoup de temps, et nous énervant à souhait.

Il est impossible d'espérer la paix et le développement en Centrafrique avec des indigents économiques. Je ne cesse de le dire aux Centrafricains et au pouvoir en place. Quant à ce qui me concerne, je regarde à mon peuple et je m'interroge. Je m'interroge sur son sort et me demande jusqu'à quand. Et j'adhère à la question du Psalmiste dans la Bible : « jusques à quand, Seigneur, m'oublieras-tu sans cesse ? », oublieras-tu ce peuple qui t'invoque jour et nuit ? (Psaume 13,2).

Je vois la misère des fils de mon pays et je m'interroge. Je vois la souffrance des femmes et des hommes de ma patrie et je m'interroge. Je vois la misère des enfants et leur manque d'éducation de base, et je m'interroge. Moi, Amine Michel, dont les expériences dans la vie ont été une leçon de vie pour moi-même, expériences que je désire partager avec ceux qui subissent le sort de la pauvreté et du dénuement au quotidien dans ce pays béni de Dieu. Je suis né dans une famille de pasteur, grandi dans la pauvreté mais sous la crainte de Dieu qui m'a appris à me battre pour m'en sortir. Je puis vous dire aujourd'hui, chers Centrafricains, que la pauvreté n'est pas une fatalité et que nous pouvons nous en sortir. Aujourd'hui moi et ma petite famille vivons sous ce régime de la grâce qui nous met à l'abri de tout besoin. S'il y aurait une raison qui me ferait courir, ce serait celle-là, celle qui porte mon regard sur le sort d'un peuple meurtri qui mérite tant soit peu qu'on se tourne vers lui pour essayer de le relever et l'aider à s'en sortir.

Je me battrais volontiers pour un tel peuple, avec toute mon énergie, toute ma volonté et tous mes biens, soutenues par des hommes et des femmes de notre nation qui partagent le même souci et agissent pour la même cause : le peuple centrafricain d'abord, avant tout besoin privé de celui ou de celle qui sert. L'intérêt de notre nation serait donc mon intérêt. Cette volonté de servir notre peuple sera déterminant pour l'assurance de sa sécurité. Je vous annoncerai bientôt mon plan de travail au sein de notre parti l'UNDP pour l'année 2018, parti qui est résolu à apporter sa contribution au développement de notre cher et beau pays la Centrafrique. Cette contribution restera vraie même lorsque notre parti continuera d'être la première force de l'opposition au pouvoir Touadéra ou à tout autre pouvoir, pour autant que nous resterons en attente dans l'opposition, et qui ne tarira pas d'idées nouvelles pour nous faire avancer.

Que Dieu bénisse nos bonnes intentions pour la relève de la République Centrafricaine.

Votre serviteur et frère,

Amine Michel,

Président-Fondateur de l'UNDP en République Centrafricaine

Ce 29 novembre 2017